



COMMUNICATION DE M. ETIENNE MBIDA CONCERNANT  
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du  
Conseil de tutelle)

Comté des Banés  
Nseng-Nlong I  
Mbalmayo

Nseng-Nlong I, le 7/1/57

Etienne Mbida, Comte des Banés, Président officieux mais acclamé de la  
République Camerounaise - Président des Radicaux Modérés du Cameroun

à

Monsieur le Président de la Commission de Tutelle  
s/c de Mr. le Secrétaire Général de l'O.N.U.  
s/c de Mr. le Délégué de la France à l'O.N.U.

Monsieur le Président du Conseil de tutelle,

Je vous envoie à titre d'information le document ci-joint.

Il est le précurseur des grands rapports qui nous parviendront bientôt du  
Cameroun à propos du nouveau Statut que le Gouvernement Français voudrait y  
introduire à l'instar de celui publié par nous en collaboration avec votre  
Organisme depuis l'année 1953 (ref. Rapports des 3/9/53 et 1/1/55 au Conseil de  
Tutelle)<sup>1/</sup>

Il pourra aussi nous éclairer sur la question Togolaise débattue actuellement  
dans vos Commissions.

/...

<sup>1/</sup> Note du Secrétariat : Voir T/PET.5/L.10 et L.55

Veillez être prêt à nous porter le secours nécessaire ou même prévenir les désordres et les débats postérieurs inutiles en intervenant en ce moment pour que tout se passe dans l'ordre et la Paix. Déjà le sang coule à flots dans certaines régions, surtout dans celle de la Sanaga Maritime.

Agréez, Monsieur le Président du Conseil, l'expression de ma très haute considération.

Le Président de la République

(signé) E. Mbida

Comté des Banés  
Nseng-Nlong I  
Mbalmayo

Nseng-Nlong I, le 7/1/57

Etienne Mbida, Comte des Banés, Président officieux et acclamé  
de la République Camerounaise

A Monsieur le Haut Commissaire de la République Française au Cameroun  
s/c de Mr. le Secrétaire de l'Assemblée Territoriale

La gravité de la situation et l'importance des événements à affronter ces jours-ci sont telles que notre charge de Chef d'Etat officieux de la République Camerounaise nous oblige à vous demander de considérer de près et bien vouloir refaire un peu marche arrière, en dépit de vos répugnances, de votre amour propre peut-être, et des ordres possibles reçus de Paris, sur la voie dans laquelle vous engagez le Cameroun en ce moment.

Ce devoir m'oblige à protester et à m'opposer énergiquement à la réalisation du programme élaboré par vous en plein accords avec Paris avant qu'on arrive et même jusqu'à ce qu'on arrive à demander l'intervention de l'organisme international dont nous dépendons tous : le Conseil de Tutelle, afin que la justice puisse triompher de la force dans ce pays que vous voulez démembrer mais qui rejimbe, dans ce pays qui refuse de se laisser asservir par une dictature étrangère, mais s'est déjà préparé un avenir heureux et prospère.

/...

Comment entreprendre malgré tout de poser des actes politiques d'une si exceptionnelle gravité dans un territoire qui vous les rejette en bloc, depuis si longtemps et qui vient de manifester sa volonté négative en refusant massivement de participer aux élections, depuis celles de la constitution des communes de plein exercice jusqu'à celle de la future Assemblée législative. Sur quoi, Monsieur, allez-vous vous baser pour affirmer la volonté de ce peuple, non seulement de se soumettre, mais de prêter tout son concours à ces arrangements qu'il considère comme des constructions factices et superficielles ordonnés par des impératifs d'un rationalisme intransigeant, d'un impérialisme national outrancier? Ce racisme trop étroit n'a remporté de succès nulle part, mais au contraire a ensanglanté et ensanglante encore aujourd'hui après l'Asie, nos belles terres d'Afrique du Nord, nos belles villes, nos beaux villages, nos belles forêts du Cameroun et surtout de la Sanaga Maritime. Pourquoi conspirer ouvertement et en secret, et cela constamment contre une nation si soucie d'esprit, si bien disposée à payer ses dettes et à vivre en paix avec ses initiateurs?

Convoquer une Assemblée Territoriale élue par la minorité, donc franchement rejetée par la majorité du peuple et cela pourquoi? Pour discuter d'un statut déjà refusé d'avance, d'un statut auquel le peuple entier a déjà dit non! dans plusieurs "referendum" dans plusieurs consultations officielles, parce qu'il risque de le tuer en le démembrant, de le lancer dans une triste aventure, de le jeter dans un océan de misères, est-ce une bonne plaisanterie ou une vaine tentative de surprise?

Le peuple du Cameroun de notre zone n'a pas voté cette nouvelle Chambre. Les faits sont là et parlent d'eux-mêmes. Sur 18 régions, 5 seulement ont, non pas en réalité, car celle-ci aurait été effarante, mais d'après les conjectures exprimées par les combinaisons de vos chiffres. Je suis de la maison moi aussi, 5 seulement ont la majorité des suffrages inscrits, tandis que les 13 autres passent pour élues par la minorité des électeurs inscrits.

Nous avons sous nos yeux ces crimes des chiffres : 1.464.799 inscrits environ; 825.776 sortants; 542.044 voix exprimées pour les élus probables. De ce dernier nombre nous avons à retrancher 259.168 voix des régions du Diamarré et du Nyong et Sanaga, qui totalisent 496.464 inscrits. Les 16 autres régions nous donnent à peine 282.876 voix sur 968.335 inscrits, soit 300.000 voix contre 600.000 électeurs qui les ont rejetés.

/...

Donc d'après ces chiffres, ces 16 régions ont été refusées par les 8/10 ou les 80/100 (80%) des électeurs et élus seulement par les 2/10 ou 20/100 (20%) des électeurs inscrits. Et encore, pour les deux premières régions, élus d'après les chiffres, celle du Nord seule échappe au tribunal du contentieux pour retomber avec celle du Sud dans l'erreur politique de la combinaison artificielle des chiffres et l'arrangement des abstentions annoncés quelques jours avant les élections par des Parlementaires désolés dans les journaux locaux.

Si comme je vous l'avais demandé la veille des élections, vous aviez songé à ce regard retrospectif nécessaire au réajustement de nos positions par des contre ordres, les opérations électorales se seraient déroulées dans une atmosphère moins enfiévrée pleine de confiance et exempte de toute tricherie et de la part des électeurs et de la part des bureaux de vote chargés d'assurer le triomphe de la justice et non celui des fausses manoeuvres comme le témoigne les dépositions de mes représentants venus de toutes les sections du Comté des Banés.

Vous auriez eu alors à convoquer une Chambre élue par le peuple et capable de nous présenter le statut du Cameroun déjà élaboré par nous et connu de vous, statut exempt de tout fanatisme racial, de toutes ces idéologies paradoxales qui vous présentent le spectre hideux du Cheval de Troie, mais qui vise l'intérêt du peuple entier et celui des Initiateurs : la France et l'Angleterre. La raison d'être de cette constitution se résume dans ces trois mots : être chez soi, avoir tout chez soi, se gouverner soi-même, et elle même dans l'adage déjà populaire : "un seul peuple, un seul gouvernement, deux Chambres élues".

Cette Constitution dont les premiers jalons remontent à l'année 1952, a été rédigée sommairement par nous Président acclamé de la République Camerounaise et nos Collaborateurs les Ministres et parlementaires du Cameroun, présenté au peuple et approuvée par lui dans des referendum officiels, envoyée au Conseil de tutelle et adopté par lui à l'unanimité (ref. rapports des 3/9/53 et 1/1/55 au Conseil de tutelle). Il assure au Cameroun entier une véritable autonomie, une autonomie qui est une certaine Indépendance, une autonomie au seuil de la pleine indépendance. Elle se base sur ses aînées: la Constitution des Etats d'Indochine, du Maroc et de la Tunisie, moins les difficultés qui y ont provoqué le recours aux armes: le mot interne, intervention d'une seconde force étrangère, insurrections massives de la nation - La voici en substance :

/...

"... La République camerounaise adopte le drapeau tricolore, Rouge, Blanc, Jaune, symbole de l'union de ceux qui militent sincèrement pour la patrie : progressistes radicaux (apparentés aux socialistes) et R.M.P. (Bloc démocratique Kolo-Beté etc.) symbole du dévouement pour la Patrie jusqu'à l'effusion de son sang et l'amour réciproque des citoyens, de l'espérance aux destinées de la nation, espérances indéfectibles jusque dans les plus grandes calamités publiques. Elle a son souverain qui la Gouverne avec un Conseil complet de Ministres et deux Chambres. Un chef de Gouvernement assisté d'un Vice-Président du Conseil et d'un Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil, les Ministres, de l'Extérieur, de l'Intérieur, des Finances, de la Santé publique, de l'Instruction publique, des affaires économiques, des Plans, des P.T.T., des Travaux publics, du Commerce, de l'Industrie, de la Marine, de l'Air, de l'Information, de la Sécurité publique, de la Défense nationale, de l'Agriculture, de l'Elevage, des Sports : voilà le Conseil des Ministres.

Le Chef de l'Etat est assisté d'une façon immédiate par deux Vice-Présidents de la République élus dans chaque zone, et par un Conseil de Ministres d'Etats non soumis au régime du Conseil des Ministres du Gouvernement et ayant voix consultative.

Tout le Gouvernement a des relations étroites, chacun avec son correspondant en France, en Angleterre et à l'ONU, relations entretenues par des consultations fréquentes. Les deux Chambres d'où l'on recrute les membres du Gouvernement sont l'Assemblée nationale et le Sénat (Chambre de réflexions composée de nous autres les plus grands chefs coutumiers : Comtes et Marquis (Chefs supérieurs des grandes tribus). Elles doivent avoir également des relations étroites avec celles de Paris et de Londres.

Leur effectif se chiffre à 150 membres : 100 Députés (70 pour la zone française et 30 pour la zone anglaise) 50 Sénateurs : 40 pour la première zone, 10 pour la seconde.

Notre expérience jusqu'à présent a été des plus concluante malgré les difficultés des communications. Mais dès la mise en branle officielle de cet appareil, le Chef d'Etat, le Chef de Gouvernement se chargeront d'assurer l'essor de l'économie nationale en entreprenant de monter des usines, des universités et des facultés à l'aide des ressources du sol national, de l'aide technique et financière qui pourront nous procurer et nos Initiateurs et les nations étrangères.

/...

Nous ne pouvons espérer exclusivement sur la France et l'Angleterre, car comme l'a dit un journaliste dans la "Presse du Cameroun" : "La France n'a pas assez de ressources pour investir tous les capitaux nécessaires et garantir le développement économique de chacun des Territoires d'outre-mer". L'Angleterre se trouve certainement dans la même situation puisque la Côte de l'Or doit invoquer le secours des Puissances étrangères pour son ravitaillement en techniciens et en matériel.

Posée sur de telles bases, notre République ne risque aucune mésaventure à l'intérieur comme à l'extérieur.

Il est donc absolument nécessaire de réentreprendre des élections générales sur une nouvelle base : celle de la liberté de tous d'exprimer leurs suffrages et de les attribuer aux listes de leur choix. Des élections ainsi faites refléteront la véritable pensée du peuple et lui assurera des Chambres à la hauteur.

Afin d'éviter toutes confusions, de vous passer de toutes ces combinaisons, nous devons exempter des élections tout Parlementaire d'Outre-mer. Députés, Sénateur, Conseillers de l'Union. Les Chambres d'Afrique et d'Europe devant être à peu près identiques et avoir la même discipline, il doit être interdit à tout parlementaire d'appartenir aux deux en même temps. Ceux d'Europe peuvent prendre part à celles de l'Afrique en cas de nécessité et pendant quelque temps. Ils n'ont pas besoin d'élection spéciale. A la fin de leur mandat, ils devront être réélu par le peuple.

Nous attendons donc impatiemment les nouvelles élections et refusons de reconnaître cette Chambre que vous nous proposez de convoquer parce qu'elle constitue plutôt un groupe de Camerounais élus par vous pour vous donner leur avis sur les problèmes qui vous intéressent dans notre pays, qu'une Chambre élue par la nation camerounaise et appelée à discuter ses intérêts. "Le Gouvernement défend ses anciens Conseillers, nous a écrit le Président du Tribunal du Contentieux dans "La Presse du Cameroun" du 24 décembre 1956, aussi; il se refuse de recevoir toute demande d'annulation des élections en cours".

Que le Gouvernement Français veuille donc se raviser, prendre une nouvelle position et servir au mieux ses intérêts.

Agréer, Monsieur le Haut-Commissaire, l'expression de ma très haute considération.

Le Comte et Président de la République  
(signé) Etienne Mbida

-----